

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne.
Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....\$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.50
POUR L'ETRANGER.....\$15.15 \$7.55 \$3.75 \$1.30
Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro



Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.
Un An. 6 Mois. 4 Mois. 3 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....\$2.00 \$1.50 \$1.00 75 cts
POUR L'ETRANGER.....\$4.00 \$3.00 \$2.00 \$1.50
Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

L'Abcille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRAIRE.

PRO ARIS ET FOC'IS

SCIENCES, ARTS.

Journal Français Quotidien

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 16 JUIN 1899.

Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.
BUREAU: 323 rue de Chartres,
Entre Conti et Bienville.

Entered at the Post Office at New Orleans,
La. as Second Class Matter.

POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENDES ET LOCATIONS, ETC., QUI SE SOLDENT AU PRIX RÉDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

DEPECHEES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABELLE

Jusqu'à la dernière heure.

SERVICE DE LA

PRESSE ASSOCIEE

—ET—

Service Spécial

DE TOUTES LES PARTIES DU

MONDE.

Nouvelles Etrangères.

Renforts au corps du Général Lawton.

Presse Associée.
Manille, 15 juin.—Le 4^{me} d'infanterie, régulier, et le régiment du Wyoming ont été adjoints aux forces du général Lawton.
Aujourd'hui, ils ont été transportés par remorqueurs à travers la baie; ils seront dirigés sur Imus, à 5 milles dans les terres ou, dit-on, les insurgés ont un arsenal et une grande quantité d'approvisionnement.

Première réunion de la Commission d'arbitrage du Venezuela.

Presse Associée.
Paris, 10 juin.—La première réunion effective de la Commission d'arbitrage du Venezuela a eu lieu, ce matin.
Le temps était frais et le ciel brumeux.
Les arbitres, leurs conseils et autres ont commencé à se réunir un peu avant 11 heures; ils ont été reçus au ministère des affaires étrangères par M. Delcassé, dans les appartements qui sont destinés au tribunal. Ce sont les mêmes qui ont servi pour la conférence de paix et la commission d'arbitrage de la mer de Behring.
Le principal salon est de forme oblongue, très luxueusement décoré, avec de riches sculptures sur les murs et de superbes fresques. Le plafond est bleu de ciel; au centre, de magnifiques lustres dorés. Sur une estrade sont placés cinq fauteuils tout dorés, pour les arbitres. Tout l'ameublement est en velours cramoisi. Une vaste carte colorée est suspendue au mur, à la droite des arbitres.

OUVERTURE

Du tribunal d'arbitrage à Paris.

Discours de M. Delcassé.

Presse Associée.
Paris, France, 15 juin.—Il y avait dans la salle d'audience quarante personnes environ attachées à divers titres au tribunal. Les arbitres et leurs seconds étaient en habit.

Il n'y avait à peine qu'une douzaine de spectateurs dans la partie réservée au public. Mme Benjamin Harrison et quelques autres dames américaines s'y trouvaient.
Les membres du tribunal ont occupé leurs sièges à onze heures du matin.

Melville E. Fuller, président de la cour suprême des Etats-Unis, et Sir Richard Penn Collins, lord justice of appeals d'Angleterre, ont pris place à la droite du professeur de Martens, l'arbitre. A sa gauche se sont assis le baron Russell of Killowen, lord chief justice d'Angleterre, et David J. Brewer, juge de la cour suprême des Etats-Unis.

L'ex-président Benjamin Harrison, le général Benjamin F. Tracy et les autres Américains étaient assis à gauche en face du tribunal; les représentants anglais étaient installés à droite.

Les membres du tribunal ont occupé le bureau dont se sont servis autrefois les commissaires de la mer de Behring.

En souhaitant la bienvenue aux membres du tribunal le ministre des affaires étrangères de France a dit que c'était un plaisir spécial pour lui de recevoir la haute commission au nom du gouvernement de la république qui, a-t-il ajouté était charmé du fait que Paris avait été choisi comme siège d'un tribunal dans lequel il voyait des hommes aussi éminents, dont plusieurs avaient occupé avec distinction les plus hautes positions.

Sous la présidence du professeur de Martens, qui est universellement reconnu comme une autorité en droit international, a continué le ministre, vos travaux ne pourront avoir qu'un heureux résultat dans l'intérêt du litige et dans l'intérêt de l'humanité, car ils constitueront un nouveau pas vers la réalisation du noble projet qui, émané d'un trône illustre, fait de rapides progrès dans les cours et les consciences des peuples et s'est aussi imposé avec une force singulière à la sollicitude de ceux qui les gouvernent.

M. Delcassé a conclu en remerciant les arbitres d'avoir accepté l'hospitalité de la France.

Dans sa réponse au ministre des affaires étrangères, le professeur de Martens a remercié de son accueil et de l'hospitalité offerte aux membres du tribunal d'arbitrage.

Le professeur a rappelé qu'il était venu il y a sept ans pour prendre part aux travaux de la commission d'arbitrage de la mer de Behring.

Faisant allusion aux travaux entrepris à La Haye relativement à la question d'arbitrage, M. de Martens a dit que la conférence de paix cherchait simplement le moyen d'arranger les différends et de prévenir les conflits.
Il a exprimé l'espoir que la décision du tribunal aurait pour résultat le développement du bien-être et de la prospérité des deux pays intéressés.

Le professeur de Martens a ensuite donné lecture des règlements adoptés à la conférence d'hier et annoncé que le tribunal siégerait tous les jours de la semaine excepté le dimanche.

Sir Richard Webster s'est levé et a dit qu'après de se conformer aux vues de l'ex-président Harrison et de l'autre avocat-conseil américain, vues qu'il partageait, il proposait au tribunal de ne siéger que quatre jours par semaine, à cause des travaux extrêmement lourds qui leur incombent.

M. Harrison a dit alors que quatre jours de travail seraient suffisants pour tout homme ordinaire, et il a provoqué un sourire quand, promenant ses regards sur les plus éminents juristes d'Amérique et d'Angleterre, il a dit: "Et nous sommes tous des hommes ordinaires".

Les travaux en face desquels nous nous trouvons, a-t-il ajouté, seront d'un poids terrible pour les conseils.
Le professeur de Martens a alors admis que quatre jours seraient suffisants, et il a été convenu que le tribunal ne siégerait pas les vendredis, samedis et dimanches.

Sir Richard Webster a demandé alors: "Comme le distingué professeur Martens compte repartir ce soir pour La Haye, quels jours nous accordera-t-il la semaine prochaine?"
M. de Martens a répondu qu'il espérait leur accorder deux jours à la fin de la semaine prochaine, et qu'il écrirait de La Haye dimanche prochain pour annoncer le jour de son arrivée.

Sir Richard Webster a ensuite annoncé que les avocats avaient décidé qu'il parlerait le premier; que les deux avocats du Venezuela prendraient ensuite la parole; puis que deux avocats de la Grande-Bretagne parleraient, qu'ils seraient suivis par ceux du Venezuela et que les précédents leur répondraient. La dernière plaidoirie sera prononcée par un conseil du Venezuela.

Sir Richard Webster a ouvert les débats au nom de l'Angleterre. Il a parlé jusqu'à une heure 15, heure du lunch. Durant la seconde partie de la séance il a expliqué, avec l'aide d'une carte placée sur le mur, les difficultés géographiques du territoire en dispute. Il a terminé le préambule de sa plaidoirie quelques minutes avant quatre heures.

Le professeur de Martens a alors annoncé qu'il espérait être en mesure de convoquer le tribunal à la date de mercredi prochain.

Les membres du tribunal ont été photographiés en groupe cette après-midi sur les marches de l'entrée principale du ministère des affaires étrangères.

Le ministère des affaires étrangères a offert aux commissaires et à leurs aides un excellent lunch, dans la salle adjacente à celle où ils siègent.

LE PROCES

—DES—

Perturbateurs d'Auteuil.

Presse Associée.
Paris, France, 15 juin.—Les personnes arrêtées pour participation à la bagarre d'Auteuil, le 5 juin dernier, quand le président Loubet a été attaqué dans l'enceinte du champ de courses, ont comparu aujourd'hui devant la dixième cour de police correctionnelle.

De nombreux membres de la haute société étaient présents, y compris plusieurs dames en riches toilettes.

Dans son exposé des faits le juge a rappelé que le comte de Dion, un des prévenus, avait été compromis dans une affaire semblable en 1880.

Après avoir demandé aux accusés de répondre, le juge s'est tourné vers le comte de Dion, a-t-il dit, et a joué le rôle principal dans l'affaire.

Le comte a répondu en affirmant qu'il n'était pas royaliste mais républicain, en ajoutant, toutefois, qu'il désirait «une autre sorte de république».

Il a ajouté qu'en se rendant à Auteuil il n'avait aucunement l'idée de s'engager dans une démonstration, mais qu'il a prétendu qu'il avait le droit, comme tout autre citoyen français, d'acclamer l'armée.

Il a nié qu'il ait frappé l'inspecteur de police Touney, et il a déclaré qu'ayant appris l'écriture, la boxe et la savate la personne qu'il avait frappé n'aurait pu se présenter aujourd'hui devant la cour pour le défer.

Le comte de Dion a dit que n'étant ni sénateur ni député il ne pouvait parler que dans les endroits publics, et qu'il désirait démontrer au président Loubet que tout le monde le haïssait.

Les autres accusés ont repoussé les accusations portées contre eux, en déclarant qu'ils avaient simplement acclamé l'armée, et qu'en retour ils avaient été jetés à terre, outrageusement battus et maltraités de toutes façons.

Des témoins ont déclaré que l'inspecteur de police Touney n'avait pas pu identifier son assaillant, et qu'il était impossible aux agents de police de désigner leurs assaillants.

La crise ministérielle française.

Presse Associée.
Paris, France, 15 juin.—Dans une entrevue, M. Méline a fortement engagé M. Poincaré à former un ministère dont le programme principal serait le règlement de l'affaire Dreyfus.

On croit maintenant qu'une majorité des membres de la Chambre des Députés comprennent de nombreux socialistes se contentera d'un ordre du jour censurant le général Mercier, ancien ministre de la guerre, pour la part qu'il a prise à l'affaire Dreyfus, au lieu de le poursuivre.

S'il en est ainsi une des plus sérieuses causes de dissension entre les factions disparaîtra.

Un Cabinet Poincaré.

Presse Associée.
Paris, 15 juin.—M. Poincaré a annoncé, ce matin, au président Loubet qu'il acceptait la tâche de former un cabinet. Il prendra le portefeuille de la guerre, en outre de la présidence du conseil.

GRANDE EXCITATION A BREST.

Presse Associée.
Brest, France, 15 juin.—Une grande excitation règne à Brest en vue du débarquement prochain dans ce port du capitaine Albert Dreyfus, qui a quitté la Guyane française le 10 juin dernier à bord du croiseur Sfax.
Des affiches annonçant la décision de la Cour de Cassation dans l'affaire Dreyfus ont été déchirées en beaucoup de cas ou couvertes d'inscriptions hostiles aux juifs et à Dreyfus. Il y a eu aussi quelques bagarres entre factions rivales.

A IMUS.

Fuite des Philippins

Presse Associée.
Manille, 15 juin, cinq heures 50 du soir.—Le capitaine Cable, de l'état-major du général Wheaton, avec trois compagnies du vingt et unième régiment, a fait une reconnaissance dans la direction d'Imus. Les rebelles, attendant probablement une attaque, s'étaient retirés, abandonnant vingt prisonniers espagnols qui ont rejoint les Américains. Ils ont probablement gagné les montagnes bordant le lac.
D'après les histoires racontées par des natifs, les insurgés ont traversé Bacoor avec cent morts et trois cents blessés à la suite de la bataille.

Les natifs arrivent maintenant en grand nombre à Bacoor. Il est probable que beaucoup de soldats déguisés se trouvent parmi eux.

Les habitants de la région sont pratiquement sans ressources, et le général Otis a ordonné une distribution de riz et de bœuf.

De nombreux natifs refusent toujours de croire à l'assassinat du général Luna par la garde au quartier général d'Aguinaldo.

Quoique les rapports à cet égard soient des plus circonstanciés et émanent de sources dignes de foi, les bruits d'assassinat et de dévastations venant du camp des rebelles sont si fréquemment publiés dans les journaux qu'ils sont considérés avec indifférence.

La dernière rumeur mise en circulation est que le gouverneur de Cebu a été tué par les natifs à cause de sa sympathie pour les Américains.

Un négociant important, qui possède des moyens exceptionnels de connaître les manœuvres des Philippins, prétend savoir que le général Luna est toujours vivant. Il ajoute que s'il avait succombé il y a un mois, la population se serait attendue à la chute du gouvernement révolutionnaire.

Le refus des Philippins de continuer les négociations vient à l'appui de la théorie qu'ils n'avaient d'autre but que de gagner du temps et de leur les Américains pour connaître leurs intentions, en faisant des ouvertures de paix.

«L'Independencia», un organe révolutionnaire dont on a obtenu des copies, a publié à la date du 20 mai le compte rendu d'une interview du général Luna contenant les arguments qu'il a employés pour maintenir l'enthousiasme de ses partisans.

Le général Luna représente la cause des Philippins comme en voie de succès, parce que les Américains n'ont occupé que la centième partie de l'île de Luçon après de rudes combats. Il dit que les femmes et les enfants qui cultivent les champs dans les îles américaines remettent les fruits de leurs travaux à l'armée philippine.

En outre, il aurait remarqué: «Plus d'Américains mourront dans des embuscades, dans des surprises et à la suite de maladies que dans les batailles. Je déteste la guerre, mais je ne peux accepter la paix sans l'indépendance. Les Américains ont souffert pour leur indépendance, et au fond de leur cœur ils apprécient les raisons pour lesquelles nous leur résistons.»

Nouvelles Américaines

Mort de l'Hon. R. P. Bland.

Presse Associée.
Lebanon, Mo., 15 juin.—L'Hon. R. P. Bland est mort ce matin, à 4 h. 30, après un assoupissement qui a duré 32 heures.

L'Hon. Richard Park Bland était revenu chez lui, près de Lebanon, en mars, après l'ajournement du Congrès. Il eut, bientôt après, une recrudescence de grippe. Il est resté près de deux mois, chez lui et sa santé n'a cessé de décliner, depuis lors.

Dès les premiers jours, il avait senti qu'il était perdu. De temps en temps, il semblait se relever; mais les médecins donnaient peu d'espoir à la famille. Peu à peu, il s'affaiblit. Lundi, il parut être un peu mieux; mais il tomba bientôt dans un assoupissement, d'où il n'est sorti que pour rendre le dernier soupir. Les funérailles auront lieu, à Lebanon, à 4 heures de l'après-midi, samedi.

Ses funérailles seront dirigées par la maçonnerie. Tous les ministres présents à Lebanon y assisteront.

Son secrétaire particulier a communiqué la nouvelle de sa mort au comité de la Chambre des Représentants. Un comité de la chambre assistera à ses funérailles.

Ses nombreux amis dans toute l'Union ont été avertis.

Les précautions contre la contrebande à Cuba.

Presse Associée.
New York, 15 juin.—Une dépêche spéciale de Washington annonce que, pour empêcher la contrebande sur les côtes de Cuba, le colonel Bliss, collecteur des douanes, aura bientôt à sa disposition plusieurs petits navires qui serviront comme côtes de douane. Ces navires qui portent le pavillon américain ne font pas la collection des recettes de douane dans les ports cubains.

L'armée des Etats-Unis à l'étranger.

Presse Associée.
New York, 15 juin.—On lit dans une dépêche de Washington, au "Herald":

L'adjutant général Corbin a dit, hier soir, que l'intention du département de la guerre était de mettre en application le système anglais, qui consiste à maintenir toujours dans le pays, un bataillon de chacun des régiments qui servent à l'étranger, en ce qui concerne Cuba, Porto Rico et les Philippines.

On ne songe nullement à renvoyer au pays tous les régiments en entier qui sont au service dans les Philippines.

L'idée de l'adjutant général Corbin, c'est de renvoyer aux Etats-Unis un bataillon de chaque régiment servant aux Philippines, pour y servir d'instructeurs pour les nouvelles recrues.

En ce qui concerne les Antilles, le nouveau système ne sera pas appliqué immédiatement.

Heureuses nouvelles de l'Yukon.

Presse Associée.
Port Townsend, Washington, 15 juin.—La rivière Yukon est maintenant ouverte à la navigation.

Le steamer Flora, qui est parti de Dawson, le 23 mai, est arrivé à White Hook, le 3 juin.

Un des passagers, Wm P. Allen, de Seattle, qui est arrivé par le steamer Alki, rapporte que la navigation est ouverte depuis le 25 mai, 9 jours plus tard que l'an dernier.

Il rapporte que 42 allèges chargés se trouvent à Tagish. Entre Tagish et Bennett, il y en a 50 autres. Tous sont prêts à partir pour Dawson. Il y a maintenant une grande activité dans cette région.

La saison est un peu en retard; aussi le mouvement n'a-t-il commencé que bien peu de temps avant le départ d'Allen.

Il déclare que la saison s'annonce sous les plus heureux auspices. Les propriétaires de "claims" sont enchantés. On croit que le rendement en or, cette année, sera plus abondant qu'on ne le pense et dépassera toutes les attentes.

Salon de Lunch et de Crème de Lait NORMANDIE.

A côté des rues Donau et Bourbon, Nouvelle-Orléans, Lina, Mme Cecilia Béro, propriétaire. Les repas aux prix les plus modiques et les mieux préparés servis à toutes heures.

Light Lunch

Uneda Biscuit
Arrosé d'un verre de bon lait.
Uneda Biscuit se vend partout dans des boîtes de 5 et 10 sous, hermétiquement fermées, à l'abri de l'humidité. Toujours frais, ce biscuit. Ne prenez pas d'imitations.

Assassinat aux Philippines.

Presse Associée.
Washington, 15 juin.—Le département de la guerre a reçu le bulletin suivant:

Manille, 15 juin.
Un Philippin notable, ami des Américains, a été assassiné, à Cebu. Les habitants de la localité ont demandé avec instance une protection plus efficace, de la part des Américains.

J'ai envoyé un bataillon du Tennessee et deux canons, de Iloilo. Cela suffit pour assurer la paix. Hughes a maintenant le commandement de cette région.

Nouvelle Grève.

Presse Associée.
Nyack, New York, 15 juin.—Un grand nombre d'employés dans la carrière de Rockland Lake, se sont mis en grève. Ils demandent une augmentation de salaires et ont menacé de détruire tout l'établissement. 40 députés shérifs ont été assermentés; tous sont armés de carabines, attendu que l'on redoute des troubles.

Grande grève dans le Colorado.

Presse Associée.
Denver, Colorado, 15 juin.—Dans quelques jours, il y aura dans le Colorado, 30,000 hommes sans emploi, si l'on ne prend pas des mesures pour mettre fin à la grève des employés des fonderies.

Celles d'Omaha, de Grant et Globe, à Denver et celles de l'Arkansas, sont fermées.

Celle d'Argo, à Denver, a accepté le travail des huit heures, et est encore en activité.

Celle des Guggenheim, à Pueblo, marche également.
Les ateliers fermés sont gardés; mais il n'y a de démonstration nulle part. La Porto Fuel Co., à Durango, est fermée; 190 hommes y sont privés d'emploi.

De toutes les parties de l'Etat on rapporte que le personnel a été réduit. A Leadville, 900 hommes ont été congédiés. La perte en gages pour ces hommes, à Durango, depuis 5 jours, est de \$50,000.

Si les mines ferment dans tout l'Etat 5000 employés de chemins de fer seront aussi congédiés.

Les mines de la Colorado Fuel and Iron Co., très près de Canon City, et une dans le comté de Pitman, ont été fermées par suite de la discordie à propos des gages.

Ferméture de Banque.

Presse Associée.
Monte Vista, Cal., 15 juin.—La Banque d'Etat, institution particulière, a placardé l'avis suivant: "Fermée jusqu'au retour du Président."

La même banque a aussi des bureaux à Hooper et à Croede. Son capital nominal est de \$80,000. Le total des obligations s'élève à \$25,554. L'actif est de \$114,469.

Projet de voyage du Président en Californie.

Presse Associée.
San Francisco, 15 juin.—La société de l'Ohio, de la Californie, va envoyer aujourd'hui au président McKinley une invitation gravée sur plaque d'or pour lui demander de visiter la Californie et de devenir l'hôte de cette société. Déjà on commençait à lever des fonds pour la réception du chef de l'Etat. On croit généralement que M. McKinley visitera les plages du Pacifique durant l'arrière-saison.

Distribution du stock de la "New Orleans Traction Company".

Presse Associée.
Louisville, Kentucky, 15 juin.—La distribution du stock de la New Orleans Traction Company a été faite aujourd'hui. Il avait été reçu hier par la Fidelity Trust and Safety Vault Company.
Environ 15,000 actions ordinaires et 4,000 actions privilégiées sont placées à Louisville.
Le montant total de l'émission est de \$7,500,000.
La Nouvelle-Orléans en a pris plus de deux tiers. New York a placé presque tout ce qu'il possédait.

Ecore un outrage odieux contre une petite fille blanche.

Presse Associée.
Mobile, Alabama, 15 juin.—Henry, un nègre de 18 ans, a avoué, aujourd'hui, dans la Cour du Recorder, qu'il avait brutalement outragé une petite fille blanche, Lester Farrell, fille adoptive de M. C. Farrell, un employé de chemin de fer.
L'enfant est très souffrante. Le nègre est bien gardé dans la prison du comté.
Le grand jury est maintenant en séance; il a promis de mener rondement cette affaire.

Une compagnie belge aux Philippines.

Presse Associée.
New York, 15 juin.—Suivant une correspondance de Bruxelles au "Herald", une compagnie vient de se former en Belgique, en vue de travailler au développement des îles Philippines. Le capital a été fixé à \$3,000,000. Le bureau des directeurs se compose de MM. Melot et Thienpont, membres de la Chambre des députés de Belgique, et de M. André, consul général de Belgique, à Manille.

Prisonniers mis en liberté.

Presse Associée.
Xenia, Ohio, 15 juin.—En conséquence du refus du conseil municipal de Xenia d'allouer le crédit nécessaire pour l'entretien de la maison de correction les administrateurs ont voté une résolution ordonnant la mise en liberté de tous les détenus et la suspension des travaux jusqu'à une date indéterminée. Vingt-huit prisonniers sont relâchés.

—ET—